

29 janvier  
19 mars  
20 mars...



## LA MOBILISATION CONTINUE !

Ce 19 mars, il y a eu encore plus de manifestants dans les rues que le 29 janvier, de services de la DGFIP fermés, encore plus de détermination pour exiger une toute autre politique gouvernementale et patronale, plus de colère exprimée contre l'absence de réponses à la crise sociale et aux revendications, plus de rejet des choix libéraux provoquant le repli des services publics et l'accroissement des inégalités.

### **50 % de grévistes à la DGFIP**

A la DGFIP, les revendications interprofessionnelles ont une résonance particulière car RGPP = fusion = suppressions d'emplois, car le ministre refuse toujours d'ouvrir des négociations sur la « Revalo », car ne pas supprimer le bouclier fiscal est injuste, car le projet de loi sur la mobilité sera examiné en avril au parlement...

**Un agent sur deux, soit 50 000 agents des Impôts et du trésor, sont encore en grève ce 19 mars et le Directeur général, lorsqu'il recevra l'intersyndicale le 27 mars, doit :**

- renoncer aux suppressions d'emplois qui dégradent aussi les conditions de travail,
- ouvrir des négociations immédiates sur la « Revalo »,
- suspendre la mise en place des SIP, des DLU et la fermeture de trésoreries pour réouvrir les discussions nationales sur les missions et l'organisation de tous les services de la DGFIP.

Le 20 mars, l'intersyndicale « interpro » se réunit (dans les locaux de Solidaires) et devra communiquer rapidement sur la perspective d'un nouveau temps fort.

Entre temps, chaque secteur professionnel, dans le public comme dans le privé, se doit d'inscrire la mobilisation dans la durée et d'amplifier le rapport de force établi depuis le 29 janvier.

Lors de l'intersyndicale DGFIP qui préparera notamment la rencontre avec M. Parini, l'Union SNUI-SUD Trésor proposera de multiplier les actions pour continuer d'exprimer les mécontentements et les revendications.

Quand l'administration convoque les agents à des « grand messes » de propagande pour la fusion, quand elle réunit les représentants du personnel sans répondre aux revendications essentielles, quand elle passe en force sur ses réformes, quand elle méprise les agents, la riposte unitaire et massive est nécessaire.

**Ensemble, inscrivons-nous dans les suites de la grève interprofessionnelle, débattons des moyens de prolonger la mobilisation à la DGFIP, exigeons une autre politique sociale face à la crise et des négociations sur l'emploi, la « revalo », les conditions de travail et les services publics.**

Paris, le 19 mars 2009.